

COMMUNIQUE DE PRESSE

A Paris, le 25 novembre 2024

IL N'Y A PAS DE RÉDUCTION DES VIOLENCES SANS ÉDUCATION

A l'occasion de la Journée Internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, le Planning familial se mobilise aux côtés de collectifs féministes pour proposer des solutions et rappeler l'importance d'une éducation complète à la sexualité dans la prévention des violences, éducation aujourd'hui attaquée par des collectifs et médias conservateurs.

En 2023, plus de la moitié des femmes ont déjà subi une violence sexuelle en France, les violences envers les personnes LGBTQIA+ ont augmenté de 19 %. **Et pourtant, rien ne change au niveau politique. Cette inaction permet aux violences de perdurer.**

97,3 % des agresseurs sont des hommes. Dans 91 % des cas de violences sexuelles, les femmes et les minorisé·es de genre connaissent leurs agresseurs. **Le problème est sociétal, ancré.**

C'est pourquoi la coalition féministe, dont nous faisons partie, demande une loi intégrale pour apporter une réponse globale et cohérente au problème massif des violences sexuelles.

- **Agir contre les violences, c'est soutenir l'action des associations de terrain comme le Planning.**
- **Agir contre les violences, c'est soutenir les personnes qui accueillent et accompagnent les victimes,** mises en danger par l'absence de compensation de la prime Ségur par l'Etat, obligeant les associations à réduire leur personnel et leurs actions et laisser ainsi des dizaines de milliers de femmes victimes de violences sans solution.
- **Agir contre les violences, c'est mettre en place une véritable éducation à la sexualité dans tous les établissements scolaires**

L'ÉDUCATION A LA SEXUALITÉ : ESSENTIELLE POUR RÉDUIRE LES VIOLENCES, MISE EN DANGER PAR LES MOUVEMENTS CONSERVATEURS

Il n'y a pas de réduction des violences sans éducation. Or, aujourd'hui, des collectifs réactionnaires remettent en cause son enseignement, que la notion de consentement et la culture du viol commencent enfin à être médiatisées. Déconnectés des réalités des jeunes en 2024, ils cherchent à imposer un modèle anti-LGBTQIA+ et patriarcal dans lequel les femmes sont dominées et réduites à leur fonction reproductive.

Gisèle Pélicot a déclaré que son procès était celui d'une *"société machiste et patriarcale, qu'il fallait qu'on change de regard sur le viol."* Ce procès est aussi un appel fort adressé aux pouvoirs publics et aux institutions judiciaires, les incitant à assumer pleinement leurs responsabilités et à prendre des mesures concrètes pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles.

CONTACTS PRESSE

Sarah Durocher - sarah.durocher@planning-familial.org

Albane Gaillot - albane.gaillot@planning-familial.org